

MERKEL LA VICTOIRE AMÈRE

Réélue pour un quatrième mandat, la chancelière allemande sort pourtant affaiblie des élections fédérales, en raison du succès des populistes. En quête d'alliés, elle doit se chercher une nouvelle majorité.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL, ROMAIN ROSSO

A la fin, c'est Angela Merkel qui gagne... Ainsi va la vie politique allemande depuis 2005, date à laquelle cette physicienne de formation, qui a grandi en Allemagne de l'Est, est devenue la première femme chancelière. Après les élections fédérales du 24 septembre, Merkel est en passe d'être élue par le Bundestag pour un quatrième mandat de quatre ans. « C'est la seule à tenir bon en Europe, elle est d'une autre trempe ! », lance une admiratrice venue l'écouter lors d'un meeting à Hambourg, quatre jours avant le scrutin.

Qui en doutait ? Angela Merkel elle-même, peut-être. Lorsqu'elle a présenté sa candidature à sa troisième réinvestiture, au siège de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) à Berlin, en novembre 2016, la chancelière a avoué avoir longuement réfléchi avant de prendre sa décision. L'envie d'égaliser le record du grand Helmut Kohl (*voir l'encadré page 65*) l'a sans doute effleurée, comme le confie François Hollande à la journaliste Marion Van Renterghem (1). La crainte d'effectuer le mandat de trop, comme Kohl, probablement aussi. →

→ En tout état de cause, elle évoque le rôle de l'Allemagne dans la « réorganisation » du monde, en visant l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, lequel vitupère alors contre l'Otan, tandis que

l'Europe fait face aux appétits de la Russie de Vladimir Poutine. Dans ce monde devenu incertain, son maintien à la tête d'une Allemagne prospère et solide incarne la « stabilité », avance-t-elle.

La chancelière, qui connaît son pays, avait probablement d'autres raisons de penser que ce – dernier ? – mandat serait plus compliqué que les précédents. A ce moment-là, cependant, elle était loin d'imaginer que presque tous ses meetings seraient perturbés par les nervis de l'Alternative für Deutschland (AfD), parti antieuro et antiréfugiés. A Hambourg, le 20 septembre, ils étaient ainsi une trentaine, derrière une barrière protégée par la police, à siffler sans discontinuer la candidate conservatrice durant son discours. « Merkel a trahi l'Allemagne en ouvrant les frontières aux réfugiés (en 2015 et en 2016), hurle un militant déchaîné. Qu'elle dégage ! » Le problème, c'est que les partisans de l'AfD sont sortis de la minorité, avec plus de 90 députés, et n'ont pas fini de bousculer la politique allemande.

Pour Merkel, la victoire a un goût amer. Son résultat ferait pâlir d'envie bien des dirigeants politiques : 33 % d'Allemands lui font encore confiance, après douze ans au pouvoir. Preuve que son style humble et modeste continue de plaire, tandis que l'économie du pays reste florissante, avec des comptes publics dans le vert et un chômage au plus bas. C'est pourtant son plus mauvais score, depuis qu'elle a pris la tête de la famille chrétienne-démocrate, en 2000 (-7 points par rapport aux élections législatives précédentes). Devant ses partisans à Berlin, Merkel, qui a fait campagne sur sa personne plus que sur un projet, a

reconnu sa déception. Moins que son challengeur, Martin Schulz, leader du Parti social-démocrate (SPD). Avec seulement 20,5 % des voix, il est lessivé.

L'AfD a pris un million de voix à la CDU, et environ 400 000 au SPD : des électeurs pressés de désapprouver les partis traditionnels, qui proviennent surtout des régions défavorisées de l'ex-RDA, où vivent peu d'étrangers et où la xénophobie fait pourtant recette. « Même si Merkel mène désormais une politique bien plus restrictive à l'égard des réfugiés, les gens continuent de penser que c'est elle qui les a fait venir, explique la députée des Verts Franziska Brantner. Le gouvernement a commis des erreurs. Il aurait dû débloquer des fonds pour construire des logements sociaux et des crèches, qui auraient profité à tous, Allemands et réfugiés. » Le score élevé (12,6 %) de l'AfD montre que ce mouvement a su fédérer au-delà de la question des migrants. Il a aussi attiré à lui la face cachée de la prospérité allemande : des salariés victimes de l'augmentation des inégalités, des travailleurs dotés de minijobs payés 450 euros par mois et des retraités en voie de paupérisation. « Dans cette atmosphère de bien-être économique, Merkel a tendance à ne pas prendre en compte les problèmes rampants de la société, car ils ne sont pas si aigus », souligne l'historien Klaus-Peter Sick, du Centre Marc Bloch, à Berlin.

Fondé il y a seulement quatre ans, l'AfD, parti ouvertement xénophobe, devient la troisième force du pays. En recul ces derniers mois, il a effectué une remontée spectaculaire en fin de campagne en multipliant les invectives et les scandales, comme celui provoqué par son chef de

file, Alexander Gauland, 76 ans, ancien de la CDU, qui a défendu le droit d'être « fier des performances des soldats allemands durant la Seconde Guerre mondiale ». Une provocation digne de Jean-Marie Le Pen... Alors que le Front national français est en passe de se « dédramatiser », son homologue allemand fait tout le contraire. Au point que l'ancienne leader de l'AfD, Frauke Petry, a annoncé son refus de siéger dans ses rangs.

« L'AfD est un parti d'extrême droite composite, qu'il est trop simple de qualifier de nazi ou de fasciste, explique Klaus-Peter Sick. C'est d'abord une droite conservatrice et nationale, voire réactionnaire, qui souhaite rétablir la souveraineté de la monnaie allemande et l'Europe des

nations. Ces notables, représentants d'une vieille Allemagne, avec ses châteaux et ses entreprises, en Bavière ou en Basse-Saxe, ne trouvent plus leur place dans la CDU. Et il y a aussi en son sein une droite radicale authentique. Celle-ci, à l'image d'Alice Weidel, l'une de ses porte-parole (une économiste homosexuelle de 38 ans) est composée d'une nouvelle génération qui défend, de façon agressive, une Allemagne très compétitive sur le plan économique, égoïste et nationale en matière de relations internationales. Ces jeunes Allemands sont décomplexés à l'égard du sentiment de culpabilité et de responsabilité du passé. » La percée de l'AfD brise un tabou. En raison de son histoire, l'Allemagne faisait figure d'exception en →

Une longévité record

« Quand j'ai été élue chancelière pour la première fois, en 2005, il n'y avait pas de smartphone. » Le 20 septembre, lors d'un meeting à Hambourg, Angela Merkel a rappelé, à sa façon, qu'elle possède une longue expérience des affaires publiques. A l'heure où la jeunesse est devenue un atout pour remporter des élections en Europe et ailleurs, elle assume sa différence, qui constitue sa force. A la fin de son quatrième mandat, en 2021, elle aura dirigé l'Allemagne depuis seize ans – soit autant qu'Helmut Kohl, l'artisan de la réunification allemande (1982 - 1998). Au cours des douze années précédentes, « Mutti » (« Maman ») a étrillé cinq leaders du Parti social-démocrate (SPD) et connu plus d'une centaine de dirigeants du monde entier : deux présidents chinois (Hu Jintao, Xi Jinping), trois présidents américains (George W. Bush, Barack Obama, Donald Trump), quatre présidents français

(Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, François Hollande, Emmanuel Macron), quatre Premiers ministres britanniques (Tony Blair, Gordon Brown, David Cameron, Theresa May), sept présidents du Conseil italien, huit Premiers ministres japonais... Un record pour un pays démocratique. Le président russe, Vladimir Poutine, la dépasse, mais en ayant alterné les fonctions de chef d'Etat et de gouvernement.

→ Europe : le pays est demeuré longtemps l'un des rares à ne pas connaître de poussée importante de mouvements populistes et identitaires. L'AfD était déjà présente dans 13 des 16 parlements régionaux. La voici désormais au Bundestag, avec un peu moins de 100 députés – grâce au mode de scrutin mixte, mêlant majoritaire et représentation proportionnelle. Une première depuis la chute du III^e Reich, en 1945.

« La chasse à Mme Merkel »

« Angela Merkel se retrouve affaiblie sur le plan politique, mais aussi sur le plan moral, analyse Claire Demesmay, politologue à l'Institut allemand de politique étrangère, à Berlin. Plus personne ne voulait voir revenir l'extrême droite au Bundestag ; cela va à l'encontre de la culture allemande. Ce fait marquant est le résultat direct ou indirect du positionnement de la chancelière, qui n'a cessé d'élargir l'espace au centre. En libérant de la place à la droite de la CDU, elle a permis l'émergence d'un parti comme l'AfD. » D'ailleurs, la CSU, son traditionnel allié bavarois, qui n'a cessé de critiquer la politique migratoire de la chancelière, n'a pas tardé à réclamer de prendre un virage à droite.

Dès le début de la campagne, Angela Merkel a clairement exclu de faire entrer des extrémistes dans la future coalition. Comment ces élus se comporteront-ils au Parlement ? Vont-ils continuer à harceler le gouvernement ou bien se conformer aux règles parlementaires ? La première déclaration d'Alexander Gauland après les résultats donne une indication : dans son langage coutumier, ce dernier a promis d'ouvrir la « chasse à Mme Merkel »... Député de la CDU, Andreas Jung minimise cependant cet impact. « Nous les connaissons, ils sont déjà dans le débat public, dans les Länder et à la télévision », veut-il croire. Pour sa part, Klaus-Peter Sicks s'interroge : « Les conservateurs vont-ils réussir à résister à la surenchère, en traçant une frontière étanche ? Tout porte à croire que oui. C'est dans la longue durée que les choses vont se mesurer. On l'a vu en France avec le Front national, cette étanchéité, parfois, s'émousse. En Alle-

magne, cependant, on sait où cela mène : le III^e Reich est né à cause de la perméabilité entre la droite classique et la droite radicale sous la république de Weimar. »

En tout état de cause, l'AfD ne sera pas le premier parti d'opposition, puisque, après quatre défaites d'affilée, le SPD a décidé de ne pas entrer dans une nouvelle « grande coalition » avec la CDU. Les sociaux-démocrates ont gouverné à deux reprises avec Angela Merkel. Chaque fois, ils y ont perdu des plumes. Durant la campagne, Martin Schulz s'est ainsi montré incapable d'incarner une alternative. La montée de l'AfD est aussi un défi pour le SPD, qui a échoué à imposer le thème de la justice sociale.

La prochaine coalition sera plus composite que la précédente. La CDU aurait sans doute préféré s'allier aux libéraux du FPD, qui reviennent au Bundestag (10,7%) et qui ont l'expérience de jouer les partis charnières. C'est aussi le parti le plus proche idéologiquement, bien que nettement plus à droite (il milite en faveur de la sortie de la Grèce de l'UE et pour la reconnaissance de l'annexion de la Crimée par la Russie...). Mais les scores respectifs de la CDU/CSU et du FDP sont insuffisants pour former une majorité. On s'oriente probablement vers une alliance inédite, baptisée « Jamaïque » (en raison des couleurs noir-jaune-vert des trois partis), entre les conservateurs, les libéraux et les Verts. La formation de cette coalition s'annonce compliquée, tant les Verts et les libéraux semblent aux antipodes sur la politique sociale, l'immigration ou l'avenir du diesel : Merkel sera à la manœuvre pour trouver un compromis. Avec la CDU, aussi, les négociations risquent d'être âpres. « Nous

souhaitons fixer une date ferme pour l'arrêt des moteurs à explosion automobiles», insiste Franziska Brantner. « Nous trouverons une solution sur l'électromobilité», répond prudemment Andreas Jung.

Le jeune et fringant chef du FDP, Christian Lindner, de son côté, suscite des inquiétudes en Europe, en particulier à Paris, car il rejette les réformes de la zone euro, il

refuse la création d'un budget et la nomination d'un ministre des Finances communs, idées promues par le président français Emmanuel Macron. De toute évidence, Angela Merkel non plus n'a pas particulièrement envie de chambouler les choses ; et elle n'a plus aucun intérêt à le faire. ♦

(1) *Angela Merkel. L'ovni politique*, par Marion Van Renterghem, Ed. Les Arènes-Le Monde, 2017.